



Le SNU FSU Emploi dénonce les nouvelles mesures d'économies annoncées par le 1^{er} ministre.

Toutes les mesures communiquées ces derniers jours ne visent qu'à faire des économies sur le dos des privé.es d'emploi !

C'EST TOUJOURS MOINS ET MOINS LONGTEMPS POUR LES PLUS PRÉCAIRES DE LA POPULATION !

Dimanche 26 mai, le 1^{er} ministre a confirmé les annonces faites par la ministre du Travail dans la semaine au sujet du durcissement des règles de l'assurance chômage, mesures qui entreraient en vigueur le 1^{er} décembre prochain, après la parution d'un décret le 1^{er} juillet.

Toutes les études menées sur la diminution des droits au revenu de remplacement (en durée et en montant) montrent qu'elles sont inefficaces en termes d'incitation à la reprise d'emploi, mais renforcent la précarité et/ou la pauvreté des privé.es d'emploi. Malgré cela, Macron essaie encore de nous faire croire au plein emploi, quitte à tout tenter pour contraindre les privé.es d'emploi à accepter n'importe quoi !

Avec des mesures spécifiques pour les seniors, le gouvernement va renforcer les effets néfastes de la réforme destructrice des retraites de 2023 qui recule l'âge de départ à 64 ans.

La suppression de l'ASS est également prévue : cette mesure déportera la charge des personnes concernées sur le RSA et les Conseils Départementaux, qui souhaitent eux aussi (pour la plupart), durcir les conditions d'accès à cette allocation.

La possible extension du système de bonus/malus n'est qu'une fumisterie : aucune évaluation, à ce jour, n'a démontré l'efficacité de ce système : le gouvernement fait le choix de le généraliser.

Enfin, le gouvernement n'écoute toujours pas les partenaires sociaux : toutes les organisations syndicales, dont la nôtre, se sont prononcées CONTRE ce nouveau tour de vis.

Encore une fois, dans le cadre de la campagne électorale des élections européennes, le gouvernement fait le choix idéologique de s'attaquer plus encore aux plus faibles de la population.





Si ces mesures devaient être mises en place, elles auraient pour conséquence une étape supplémentaire dans la précarisation et la paupérisation des privé.es d'emploi.

Les tensions dans les sites France Travail, déjà à un niveau jamais atteint, ne manqueront pas d'augmenter encore.



Pour le SNU FSU Emploi, le jeu de massacre doit s'arrêter ! Le gouvernement doit revenir sur ces annonces, ne pas publier le décret et laisser enfin les partenaires sociaux définir les règles de l'Assurance Chômage, comme ils en ont la prérogative.

Contact : syndicat.snu@francetravail.fr

 @snupoleemploi  @snupoleemploifsu
 @snu.pole.emploi.fsu  @SnuPoleEmploi
www.snutefifsu.fr



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**